

qu'en établissant des politiques nationales et en proposant des politiques internationales pour le règlement de la crise économique mondiale actuelle, le gouvernement du Canada doit accorder une haute priorité aux besoins des pays en développement et, plus particulièrement, à ceux des populations les plus démunies. Cette recommandation comporte des incidences qui dépassent nettement l'aide et souligne la nécessité d'adopter le genre d'approche globale et concertée dont je viens de parler. J'aimerais connaître vos suggestions sur la façon dont cet objectif pourrait être réalisé.

Recherche d'une
politique à long
terme

Enfin, Monsieur le Président, le fait le plus important est que je suis convaincu de la nécessité d'examiner comment nous, politiciens, pouvons adopter une approche à plus long terme de ces questions. Dans un système démocratique redevable au public, il est peut-être inévitable que nous recherchions souvent les solutions à court terme. Cela est vrai même lorsque nous savons qu'une autre politique pourrait s'avérer le meilleur choix sur le plus long terme. Nous ne faisons que commencer à comprendre la perspective à plus long terme des relations économiques internationales, mais il me semble que nous devons toujours la garder à l'esprit lorsque nous étudions les questions qui nous sont soumises. Il est temps que nous commençons à nous occuper davantage de l'avenir.

Monsieur le Président, les questions qui intéressent les pays en développement sont nombreuses, complexes et soumises à toutes sortes d'interactions. Permettez-moi de souligner les grands secteurs et, à l'intérieur de chacun, certaines questions clé pour le Canada qui je suis sûr seront également traitées dans votre rapport final. L'aide est certainement cruciale, mais je dois souligner qu'elle n'est plus la seule réponse, si elle l'a jamais été. Les secteurs de l'énergie, des questions monétaires et financières, du commerce et des produits de base, de l'alimentation et de l'agriculture ainsi que de la technologie sont non moins importants — même s'ils sont structurellement peut-être plus difficiles à traiter.

Énergie

Comme on l'a vu au Sommet de Venise, je crois que l'on s'entend généralement sur le fait qu'il faut s'attaquer à la question d'une aide accrue à la mise en valeur des ressources énergétiques dans les pays en développement. Le Canada doit examiner les nouvelles contributions bilatérales et multilatérales qu'il peut apporter à la réalisation de cet objectif. Comme vous le savez, on a annoncé hier que Petro-Canada établira bientôt une filiale qui mènera des activités d'exploration dans les pays en développement. Autre question centrale: comment traiter de la question de la sécurité des cours et des approvisionnements pétroliers, du maintien de la valeur des pétrodollars et des effets énormes des cours pétroliers actuels sur les plans de développement des pays du tiers monde.

Questions moné-
taires et finan-
cières

Il y a quelques années, les produits de base étaient la grande préoccupation; aujourd'hui, ce sont les questions monétaires et financières qui ont la priorité. La recommandation n° 3 de votre rapport intérimaire a souligné le problème du recyclage des excédents pétroliers, et j'attends vos observations sur la façon de poursuivre cet objectif. Il est clair que la communauté financière internationale est éveillée au problème, et je me réjouis des efforts déployés à cet égard par le FMI et la Banque mondiale. Il est par contre tout aussi évident qu'il faudra un effort plus grand et plus concerté si l'on veut régler un problème de cet ordre. Le Canada doit se demander